

BUDGET 2013 DE L'ETAT DE GENEVE

Syndicat des Services Publics - Genève



6, rue des Terreaux du Temple - 1201 Genève
tel: 022 741 50 80 - fax 022 741 50 85
www.sspge.ch

Manifestation du 29 novembre 2012 contre l'austérité et pour des services publics de qualité

16h30 RASSEMBLEMENT devant le parlement

(à la rue de l'Hôtel-de-Ville (aux canons))

18h00 Départ du cortège de la MANIFESTATION

18h30 ASSEMBLÉE du personnel

à la salle communale de Plainpalais (rue de Carouge) – fin à 20h00

Le SSP appelle, avec le Cartel intersyndical, le personnel à se mobiliser contre les plans d'austérité des partis de droite et du Conseil d'Etat, pour défendre les services publics et ses revendications en matière de conditions de travail et d'effectifs.

Avec 7,834 milliards de recettes pour 8,112 milliards de charges, le budget 2013 présenté par le Conseil d'Etat prévoit un déficit de 278 millions de francs. Les recettes sont inférieures aux prévisions en raison du refus par la majorité du Grand Conseil de suspendre les niches fiscales en faveur des plus riches et de la décision du gouvernement de ne pas augmenter les cts additionnels.

Budget 2013 : un service public au rabais ?

Ce budget ne répond pas aux besoins de la population, en n'accordant pas les effectifs de personnel pour garantir des prestations nécessaires dans des secteurs essentiels pour tous que sont la santé, le social, l'éducation, et même l'administration. Il réduit les subventions aux institutions provoquant la suppression de dizaines de postes comme à l'Université, par exemple, malgré l'augmentation du nombre d'étudiants. Dans les hôpitaux, le nouveau plan de rigueur concocté par le Boston Consulting Group prévoit des économies supplémentaires de 75 millions d'ici 2015, ce qui représente la suppression de 400 à 600 postes! De plus, le service du planning familial qui rend d'éminents services à la population est menacé de démantèlement !

Déjà, les cadeaux fiscaux accordés depuis 2010 aux privilégiés ont privé l'Etat de 500 millions de recettes annuelles. De plus, sous prétexte d'harmonisation de la fiscalité, David Hiler entend réduire de 24 à 13% le taux d'imposition des bénéficiaires, ce qui entraînerait une perte de rentrées fiscales pour l'Etat de plus de 550 millions de francs par an ! Ces nouveaux cadeaux fiscaux sont inacceptables. C'est au contraire auprès de ceux qui s'enrichissent de manière éhontée -le nombre de millionnaires et milliardaires n'a fait qu'augmenter depuis le début de la crise !- qu'il faut prélever l'argent nécessaire pour répondre aux besoins de la population et d'augmenter les effectifs du personnel des services publics en conséquence.

Plans d'économies provocateurs de la droite

Bien que ce budget soit déjà clairement inacceptable tant il ne permet pas d'assurer un service public de qualité, les partis de droite ont refusé d'entrer en matière et ont exigé 150 millions d'économie supplémentaires par rapport au budget de la santé, du social et de l'éducation, tout en renforçant les tâches de sécurité..

Le PLR, parti des banquiers, du patronat et des milieux immobiliers, a ainsi présenté un plan de 10 mesures comportant 85 millions de recettes nouvelles et 345 d'économies supplémentaires par rapport au budget du Conseil d'Etat. Il propose de faire passer la taxe personnelle de chaque contribuable, une taxe antisociale dans la mesure où elle frappe de la même manière les petits et les gros revenus, de 25 frs à 365 frs par an, une mesure particulièrement scandaleuse quand on sait que le PLR s'est battu bec et ongles contre la suspension pendant 2 ans des niches fiscales en faveur des riches !

De plus, le PLR propose:

- de bloquer les départs à la retraite anticipée et de supprimer le PLEND (pont AVS) ;
- de supprimer purement et simplement l'annuité en 2013 et le pont de fin d'année ;
- de ne remplacer qu'un départ à la retraite sur deux, ce qui entraînerait une réduction drastique des effectifs de la fonction publique ;
- de réduire de manière linéaire de 30 % les coûts des états-majors des départements et des services informatiques de l'Etat ;
- de supprimer ou externaliser des services, en plus de la suppression récente de l'Office des droits humains (service de la recherche en éducation, de la solidarité internationale, des garde-faunes et du service des objets trouvés).

Ce plan du PLR s'en prend à l'ensemble de la population à travers une réduction drastique des moyens du secteur public, ce qui implique une attaque très dure contre les salariés du secteur public qui sont en 1^{ère} ligne puisqu'ils produisent par leur travail les prestations répondant aux besoins de la population.

Le SSP s'oppose tout aussi résolument au plan de l'UDC qui prône une coupe linéaire de 5 % dans tous les départements, excepté celui de la sécurité, et une hausse du temps de travail dans la fonction publique à 42 heures.

Il exprime enfin son total désaccord avec la proposition du MCG visant à augmenter l'impôt à la source des frontaliers. Cette proposition divise les salariés et participe d'une vision totalement étriquée alors qu'on doit parler en termes de région, et refuser catégoriquement de dresser les populations les unes contre les autres.

Reculade du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat vient de revoir sa copie sous la pression de ces partis de droite. Il réévalue les recettes mais supprime notamment 55 postes au DIP dont 30 sur le personnel administratif et technique et 25 postes budgétés pour la réforme prévue au CO. Cela ne peut qu'encourager le PLR à durcir sa position. Renaud Gautier, député PLR, déclare déjà dans « Le Temps » que « *les économies réelles restent marginales* ».

Les services publics, un bien commun à préserver

Aujourd'hui, la population est frappée de plein fouet par la crise. Elle a besoin de prestations que seuls les services publics peuvent produire de manière égalitaire pour toutes et tous. Le budget de l'Etat doit leur donner les moyens matériels pour accomplir ces tâches.

Concrètement, au lieu de réduire le personnel hospitalier, il faut l'augmenter pour répondre aux besoins. Il en va de même pour le personnel qui assure la prise en charge de la politique sociale, l'élimination des ordures, le recyclage des eaux usées, l'entretien des routes et de l'environnement, bref, le personnel de l'administration et des services sociaux.

Face aux besoins en formation et culturels de la jeunesse, ce n'est pas le nombre d'enseignants qu'il faut réduire, mais celui des effectifs des classes pour que les enfants puissent apprendre dans de bonnes conditions!

Loin d'être méprisé par des attaques contre les salaires, le travail du personnel de l'Etat doit être valorisé, et pour certaines catégories, revalorisé car ne pas reconnaître la valeur pécuniaire de ce travail, c'est ne pas en reconnaître l'utilité pour la population toute entière !

Il en va de même pour le départ à la retraite : le permettre dans de bonnes conditions c'est reconnaître la valeur et l'importance du travail accompli au service de la population.

En conséquence, le SSP

Exige

- le renforcement de la dotation des services pour répondre aux besoins de la population ;
- le renforcement de la dotation des hopitaux
- le maintien du pont de fin d'année (du 24 déc. au 1er janvier) ;
- le versement intégral de l'annuité
- le maintien de tous les postes prévus dans le PB 2013 initial ;

Refuse

- toute nouvelle coupe linéaire ;
- toute augmentation de la taxe personnelle
- la suppression de l'exonération des taxes pour les étudiant-e-s résidant dans le canton ;

S'oppose

- à tout projet de détérioration ou suppression du PLEND ;
- à toute velléité de ne pas remplacer les départs des fonctionnaires ;
- à toute idée d'augmenter le temps de travail ;
- à tout licenciement économique

Demande

- l'abolition des privilèges fiscaux et le rétablissement d'une fiscalité plus juste.

Le SSP dénonce les attaques récurrentes contre les salarié-e-s de la fonction publique, lesquels sont de plus en plus pris comme boucs émissaires par ces milieux, pour escamoter leur responsabilité dans la crise actuelle qui est une crise de leur système. Les salarié-e-s de la fonction publique en ont ras-le-bol de ces attaques incessantes alors qu'ils sont déjà confrontés à des formes de management toujours plus autoritaires.

Pour toutes ces raisons, le SSP appelle le personnel, avec le cartel intersyndical, à se mobiliser ces prochaines semaines pour défendre les services publics et nos revendications en matière de conditions de travail.

La mobilisation et les actions de lutte sont organisées en collaboration avec le Cartel Intersyndical, la commission du personnel de l'Hospice général, et l'Union du personnel du corps de police (UPCP).